

Roger Genest sur FERRISSON

Ferrisson.com entend contribuer à la préservation et la diffusion de «la mémoire progressiste du Québec, telle que racontée par ses acteurs et actrices». On y trouve plus de soixante entrevues et documents réalisés au cours de cinq dernières années. Récemment mise en onde, une entrevue avec Roger Genest.

La mémoire du Travail

Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)
Volume 6, no 1 | Hiver 2019

Sommaire

Roger Genest sur Ferrisson	1
Outaouais, les cent ans du Conseil central	1
L'histoire du Conseil central, c'est aussi l'histoire régionale	2
Fonds Syndicats regroupés des employés municipaux (SCFP-306)	3
Habiter les archives	4
Grève des ferrailleurs (1974-1975)	4
Causeries du CHAT	4

OUTAOUAIS

Les 100 ans du Conseil central

En 2019, le Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais (CSNO CSN) fête son centième anniversaire.

L'historien Roger Blanchette, rédacteur de cette histoire, le mentionne: «raconter l'histoire du Conseil central, c'est raconter l'histoire de la région».

Dès la fin du XIX^e siècle, la région entre rapidement dans l'ère de l'industrialisation. Se développe le travail en usine, l'urbanisation et les premières grandes luttes ouvrières. Nourri d'illustrations d'époque, Roger Blanchette décrit ces luttes qui engendrent la création de l'Association ouvrière de Hull en 1912, l'ancêtre du Conseil central.

Le rôle des travailleuses est central dans l'histoire ouvrière de la région, comme en témoigne la lutte des Allumettières à partir de 1919, qui fonderont le Syndicat des ouvrières des allumettes.

Le document retrace les débuts du Conseil central (1919-1924), les années 1930 et la crise économique. Au sortir de cette crise, le syndicalisme se transforme et prend de l'ampleur pendant les années 1940 et 1950.

Dans les années 1960 et les décennies qui suivent, les luttes sociales et régionales se multiplient, notamment contre les évictions de locataires, aux côtés des luttes syndicales. L'auteur clôt cette histoire en présentant la résistance syndicale au néolibéralisme et à la réingénierie de l'État. Il relate aussi les conflits de travail dans les secteurs public et privé jusqu'à aujourd'hui.

Pour obtenir une copie du document, appelez le Conseil central au (819) 643-4113.

Les Allumettières de Hull en 1924



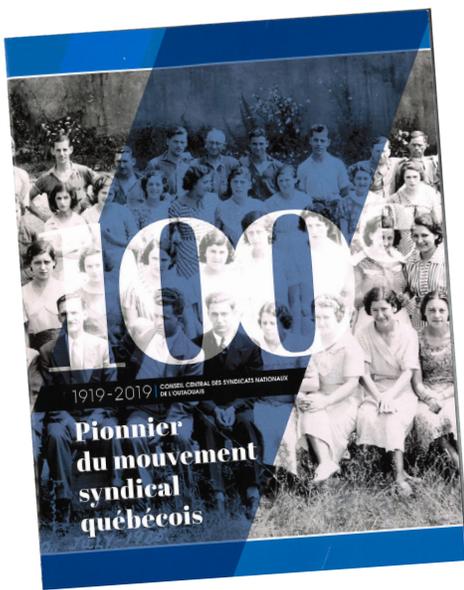
Mineur de l'amiante à Thetford Mines, à la fin des années 1960, il est l'un des dirigeants de la grève intersyndicale historique en 1975. Cette grève a permis des avancées majeures, tant sur le plan des conditions économiques de mineurs que sur la protection de leur santé et de leur sécurité au travail.

La santé et la sécurité au travail, Roger Genest l'a défendue avec vigueur dans les profondeurs de la mine. Il en a ensuite fait la promotion partout au Québec, à titre de formateur à la FTQ pendant plus de vingt ans.

La mémoire du Travail

Vol. 6, no 1 – Hiver 2019

Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)
2350, avenue De La Salle, Montréal, H1V 2L1
(514) 599-2010
archivesdutravail@gmail.com
www.archivesdutravail.quebec
responsable : André Leclerc
mise en page : Jacques Gauthier
Dépôt légal – BANQ 2019



Durant votre carrière, vous avez notamment fait porter vos travaux sur l'histoire régionale. Qu'avez-vous appris, en écrivant l'histoire du Conseil central, tant du point de vue des connaissances que de la méthodologie, que vous ne saviez déjà ?

Ça fait plusieurs années que je travaille sur l'histoire de l'Outaouais. Je connais très bien l'histoire factuelle. Mais pour cette recherche, j'ai dû travailler presque essentiellement à partir de procès-verbaux. Cela m'a amené à découvrir des personnages dont on ne parle jamais dans les documents officiels, mais qui, visiblement, ont eu beaucoup d'impact dans la vie ouvrière de la région. Ainsi, par exemple, Achille Morin, qu'on connaissait comme fondateur de l'Association ouvrière de Hull en 1912, mais qui semblait être passé au second plan après 1919 : or, les procès-verbaux nous montrent qu'il continue, pendant des décennies, à influencer le mouvement syndical, de l'intérieur. Ça m'a permis aussi de réaliser, sur le long terme, comment de petits détails, en apparence, permettent de détecter des changements qui ne se font sentir que plus tard : ainsi, si la sécularisation du syndicat n'est officielle que dans les années 60, on réalise qu'à partir de 1946, la prière traditionnelle du début d'Assemblée disparaît sans bruit, et que l'aumônier n'intervient pratiquement plus. Au plan méthodologique, c'est une belle leçon.

ENTREVUE AVEC ROGER BLANCHETTE, HISTORIEN

L'histoire du Conseil central, c'est aussi l'histoire régionale.

Vous avez débuté votre carrière en tant que professeur. Vous avez ensuite œuvré comme archiviste pour revenir à l'enseignement. Qu'est-ce que votre pratique archivistique vous a apporté dans la qualité et approche de votre enseignement ?

Même si mon expérience en tant qu'archiviste n'a été qu'une courte parenthèse dans ma vie, elle m'a permis d'enrichir mon enseignement, en me donnant l'occasion de faire connaître à mes étudiants des exemples concrets de l'importance de bien conserver et de bien classer les documents, qui sont la matière première du travail de l'historien. De démontrer aussi que l'histoire n'est pas figée; la découverte d'un seul document peut bouleverser notre vision d'un fait ou d'un événement, ou du moins la modifier ou la confirmer. Pour donner un exemple récent, on peut parler de la découverte par Archives Canada d'un livre appartenant à Adolphe Hitler, qui contenait le nom et l'adresse de tous les Juifs vivant au Canada, ce qui renforce la thèse de la présence d'agents

allemands au pays, et d'une invasion envisagée par les Nazis.

Vous faites de l'histoire sociale. Pouvez-vous nous la définir ? En quoi cette histoire s'applique à l'histoire ouvrière ?

L'histoire sociale, c'est l'histoire des groupes, des individus, des idées. C'est l'histoire des conflits, des tensions, des courants qui transforment, à un rythme plus ou moins rapide, une société. Les mouvements sociaux précèdent toujours, et vont toujours au-delà des changements politiques. Les bouleversements que va connaître le Québec avec l'élection de Jean Lesage, en 1960, étaient déjà proposés et discutés au sein des syndicats, dans les années 1930 et 1940 : assurance-santé, gratuité scolaire, nationalisation de l'électricité, entre autres, toutes ces idées sont parties du mouvement ouvrier, le gouvernement ne faisant que réaliser politiquement ce que la société avait déjà débattu, et souhaité depuis longtemps. Il va donc de soi, que l'histoire du mouvement ouvrier est au cœur de l'histoire sociale.



Syndicats regroupés des employés municipaux, SCFP, section locale 306

Fonds d'archives 1966-2017. - env. 9,25 m de documents textuels



En 1957, moins d'une dizaine d'employés de bureau de l'ancienne municipalité de Ville Jacques-Cartier sont syndiqués au sein du local 7 de la Fraternité Canadienne des Employés Municipaux (FCEM), un organisme créé par le Congrès canadien du travail (CCT); une première convention collective est signée en 1957, une deuxième en 1962. En 1960, la FCEM avait décidé par référendum de s'affilier à l'Union nationale des employés de services publics (UNESP); l'unité syndicale devient la section locale 306. En 1963, l'UNESP se joindra à l'Union nationale des employés publics (UNEP) pour former le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP).

Suite à une période de crise financière à la Ville Jacques-Cartier, la convention collective est conclue de justesse sous la menace de grève (1968). En 1969, la fusion de Ville Jacques-Cartier dans la Ville de Longueuil survient: 310 employés provenant de Ville Jacques-Cartier et 192 de Longueuil et deux syndicats en place: le Syndicat des fonctionnaires municipaux de Longueuil (CSN) et le SCFP section locale 306. À l'issue d'un vote d'allégeance syndicale, c'est ce dernier qui obtient l'accréditation. En 1970, malgré les difficultés d'appariement des conditions de travail, la section locale 306 conclut une convention collective pour les cols blancs de la nouvelle ville (les cols bleus sont regroupés au sein de la section locale 307 du SCFP). Quatre autres conventions collectives sont l'occasion de gains appréciables en matière de salaire et d'heures de travail.

La crise économique des années 1980 voit surgir le début des différends sur le maintien des acquis syndicaux. Les rangs de la section locale 306 sont cependant accrus en 1985 par l'ajout des brigadiers scolaires et, par la suite, des préposés au stationnement menacés

par la sous-traitance des agences de sécurité privées. En 1989, les membres de la section locale 306 vivent une grève de sept semaines marquées par la question de la sous-traitance des emplois au secteur privé, les horaires de travail, le contrôle des salaires, la protection du régime de retraite et les conditions des employés-es à statut précaire. Les difficultés persistent au cours des années 1990. En 1996, une convention de cinq ans est signée dans une atmosphère de contestation des politiques fiscale et salariale du gouvernement québécois qui met tout en branle pour atteindre la cible du déficit zéro en comprimant la masse salariale des organismes publics, dont les municipalités. En 1998, une entente locale a lieu, les syndiqués étant forcés de consentir à une baisse du régime d'assurance collective pour éviter la réduction salariale. Cette période est l'occasion pour l'unité syndicale composée de 60% de femmes de mener ardemment les négociations pour mettre en œuvre les mesures prévues par la Loi sur l'équité salariale (1996) en vue d'une entente qui ne surviendra finalement qu'en 2005.

Depuis 2000, le processus des fusions municipales, et ensuite des défusions, est engagé. La grande Ville de Longueuil comprend les huit municipalités de Boucherville, Brossard, Greenfield Park, Lemoyne, Longueuil, Saint-Bruno-de-Montarville, Saint-Hubert et Saint-Lambert. Les unités syndicales doivent s'entendre pour déterminer leur regroupement dans une unité unique pour faire face à ce nouvel employeur. Un vote a lieu parmi les cols blancs et l'unité des Syndicats regroupés des cols blancs de la Rive-Sud (SCFP) remporte le scrutin (septembre 2001). En 2002, la section locale 306 est accréditée pour représenter en plus tous les employés affectés aux piscines de la Ville de

Longueuil. En 2003, ce syndicat regroupant l'ensemble des cols blancs de la Ville de Longueuil signe une convention collective qui harmonise les salaires et les avantages sociaux des employés des villes fusionnées, tout en accordant une reconnaissance aux salariés à temps partiel.

En 2006, la population de quatre des villes décident de quitter la grande ville de Longueuil. Les villes de Boucherville, Brossard, Saint-Lambert et Saint-Bruno-de-Montarville retrouvent leur statut de ville. Une entité supramunicipale ayant le statut d'agglomération est alors créée en regroupant les cinq municipalités qui faisaient partie de la ville fusionnée de Longueuil avant 2006 (Longueuil et les quatre villes défusionnées).

Malgré cette restructuration municipale, l'unité syndicale demeure en place et regroupe toujours les 2000 employé-es des cinq villes liées de l'agglomération de Longueuil. La ville de Longueuil regroupe toujours quatre des anciennes villes de la Rive-Sud fusionnées en 2000 (Greenfield-Park, Le Moyne, Longueuil et Saint-Hubert).

Le SREM-306 voit au respect d'une douzaine de conventions collectives, de plusieurs contrats d'assurances collectives et de trois régimes de retraite.

Cette note historique s'inspire du document **50 ans d'histoire à construire l'avenir, 1957-2007**, Stéphane Simard, Syndicats regroupés des employés municipaux, SCFP section locale 306, SREM, novembre 2007, 12 p.

Vous pouvez consulter l'instrument de recherche du Fonds Syndicats regroupés des employés municipaux, SCFP, section locale 306 [en cliquant ici](#)

Habiter les archives

Dans « [Habiter les archives : point de vue d'un non-historien](#) », publié sur le site d'[Histoire engagée](#), Jean-Vincent Gaudin relate son expérience de recherche sur « l'histoire des luttes relatives au logement au Québec (1978-2017) ». Venu consulter pendant quelques mois le fonds d'archives du FRAPRU que détient le CHAT, il décrit comment il y a mis « la main à la pâte en ouvrant les boîtes et les tiroirs du passé ».

L'auteur souligne le fait que le volume de documents contenu dans certains fonds peut constituer un frein à la consultation, d'où, l'importance du traitement des archives. En cela, dit-il, l'instrument de recherche s'est avéré une porte d'accès privilégiée et ce non seulement à titre de répertoire de documents, mais également à une meilleure compréhension de la structure et de l'histoire de l'organisation. Il affirme avoir « eu la chance de pouvoir discuter à plusieurs reprises avec l'archiviste qui l'avait constitué (le fonds du FRAPRU) [...] Ces échanges m'ont permis de cibler mes recherches et, bien souvent, de gagner du temps [...] Mes sources ont été dans ce contexte un atout. »

Pour terminer, Gaudin va en appeler à un décloisonnement des archives en dehors de la recherche historique où elle est trop souvent confinée, en rappelant la relation potentiellement féconde entre recherche et archives. Une ouverture à laquelle le CHAT souscrit ayant déjà accueilli des chercheurs de différentes disciplines.

1974-1975

Grève des ferrailleurs

Marc Comby, membre du CA du CHAT, relate la grève des ferrailleurs dans la revue À Bâbord! (numéro 17, décembre 2018-janvier 2019). Cette grève de 12 semaines (du 25 novembre 1974 au 17 janvier 1975) a été menée conjointement par les ferrailleurs membres de la FTQ et de la CSN, alors qu'on vivait à l'époque une dure rivalité syndicale dans l'industrie de la construction. La grève s'inscrivait dans la lancée du mouvement généralisé d'indexation des salaires revendiquée par les syndicats, tant dans les secteurs public que privé. Les ferrailleurs obtinrent une augmentation salariale qui fut intégrée au décret de l'industrie de la construction du Québec.



À Babord! www.ababord.org/Sommaire-du-numero-77

LES CAUSERIES DU CHAT

Le syndicalisme et son histoire

Connaître l'histoire syndicale, la découvrir avec curiosité, c'est garder vivants les efforts, les luttes, les sacrifices, les revendications d'hommes et de femmes qui ont patiemment bâti les organisations syndicales dont nous avons hérité.

Le CHAT offre des causeries sur divers aspects de l'histoire de l'action syndicale au Québec à l'occasion de vos congrès, colloques et assemblées de tous genres.

La durée de chaque causerie sera déterminée en fonction de vos besoins et disponibilités.

Sujets, conférenciers et conférencières

- Les grands jalons de l'histoire du syndicalisme québécois – Jacques Rouillard
- Les syndicats: moteur de l'évolution des salaires réels au Québec – Jacques Rouillard
- La fête du Travail et le 1^{er} mai à Montréal (1886-2016) – Jacques Rouillard
- Le syndicalisme, source de la social-démocratie au Québec (1900-2016) – Jacques Rouillard
- Le syndicalisme de l'après deuxième guerre mondiale (1945-1960) – Marc Comby
- Figures marquantes du syndicalisme industriel au Québec – Marc Comby
- Syndicalisme et politique – Marc Comby
- Le Code du travail de 1964, contexte, demandes et actions syndicales: les résultats – Jacques Desmarais
- Les années 1970: âge d'or du syndicalisme québécois? – France Laurendeau
- Une mobilisation réussie: la campagne de boycottage de matelas Simmons – Jean-Pierre Gallant
- La CSN, aux premiers rangs avec le mouvement féministe – Monique Simard
- Histoire de la FTQ – André Leclerc
- Les archives syndicales: comment faire? – Janson l'Heureux Lapalme

www.archivesquebecoisestutravail.org/CHAT/PDF/Causeries_2019.pdf

SAISON 2019

Les causeries du chat

CHAT
CENTRE D'HISTOIRE ET D'ARCHIVES DU TRAVAIL